



# Conseil de sécurité

Soixante-dix-septième année

Provisoire

**9219<sup>e</sup>** séance

Mardi 13 décembre 2022, à 15 heures  
New York

*Président :* M. Raguttahalli . . . . . (Inde)

*Membres :*

Albanie . . . . .	M <sup>me</sup> Dautllari
Brésil . . . . .	M <sup>me</sup> Aguiar Barboza
Chine . . . . .	M. Sun Zhiqiang
Émirats arabes unis . . . . .	M <sup>me</sup> Alhefeiti
États-Unis d'Amérique . . . . .	M. Kelley
Fédération de Russie . . . . .	M <sup>me</sup> Evstigneeva
France . . . . .	M <sup>me</sup> Broadhurst Estival
Gabon . . . . .	M. Biang
Ghana . . . . .	M. Agyeman
Irlande . . . . .	M. McSwiney
Kenya . . . . .	M. Ndung'u
Mexique . . . . .	M <sup>me</sup> Curzio Vila
Norvège . . . . .	M <sup>me</sup> Juul
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	M. Kariuki

## Ordre du jour

Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud

Rapport du Secrétaire général sur la situation au Soudan du Sud  
(S/2022/918)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 15 h 5.*

### **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

### **Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud**

#### **Rapport du Secrétaire général sur la situation au Soudan du Sud (S/2022/918)**

**Le Président** (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant du Soudan du Sud à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M. Nicholas Haysom, Représentant spécial du Secrétaire général pour le Soudan du Sud et Chef de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud, et le général de division Charles Tai Gituai, Président par intérim de la Commission mixte de suivi et d'évaluation reconstituée.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2022/918, qui contient le rapport du Secrétaire général sur la situation au Soudan du Sud.

À la présente séance, le Conseil entendra des exposés présentés par M. Haysom, le général de division Gituai et l'Ambassadeur Michel Xavier Biang, Représentant permanent du Gabon, en sa qualité de Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2206 (2015) concernant le Soudan du Sud.

Je donne la parole à M. Haysom.

**M. Haysom** (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner l'occasion de présenter un exposé au Conseil de sécurité sur la situation au Soudan du Sud.

Depuis ma dernière intervention (voir S/PV.9134), des progrès notables ont été réalisés dans la mise en œuvre de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud. Grâce à l'adoption de projets de loi essentiels, tels que le projet de loi relatif à l'élaboration de la Constitution, et à la ratification de la feuille de route par le corps législatif national, le Parlement fonctionne à nouveau. Je me félicite de la directive donnée par le Président Salva Kiir Mayardit, en vertu de

laquelle les parlementaires doivent poursuivre leurs activités jusqu'à l'adoption de la loi sous-tendant la feuille de route, plutôt que de prendre une pause anticipée.

La formation de la première promotion des forces unifiées nécessaires est en grande partie achevée. Il ne reste plus que la ville de Bentiu, dans l'État de l'Unité, qui a été frappée par des inondations sans précédent. La Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) a fourni un soutien essentiel à ce processus en matière de logistique et de transport. Il faut maintenant que le Gouvernement apporte de toute urgence un appui financier, logistique et politique à la deuxième phase. Il est indispensable que les grades des forces nouvellement formées et leurs plans de déploiement soient arrêtés et mis en œuvre afin que la force puisse commencer à s'acquitter de ses fonctions comme une véritable armée nationale. Certaines informations faisant état de déploiements limités des forces intégrées dans les zones de tension situées dans le nord de l'État de Ouarrap et à Kodok, dans l'État du Haut-Nil, sont encourageantes.

Lors de mes récents entretiens avec le Président Kiir, le Premier Vice-Président Riek Machar et d'autres responsables nationaux, j'ai insisté sur la nécessité de réaliser des progrès constants et continus en ce qui concerne les critères de la feuille de route, ce à quoi les parties se sont engagées de nouveau il y a quelques mois. Nous exhortons les parties prenantes à comprendre que la feuille de route n'est pas un exercice de pure forme, mais plutôt comme un processus qualitatif visant à jeter les bases solides d'une nation stable et démocratique.

À cet égard, la MINUSS est consciente que les modalités juridiques et techniques des élections doivent être définies rapidement. Le Comité national chargé des amendements constitutionnels a examiné la loi électorale nationale, ce qui constitue la première étape pour établir le fondement juridique de la reconstitution de la Commission électorale nationale, qui gérera le processus électoral. Tout en saluant les progrès accomplis par le Comité dans l'examen de la loi, je note que la question de l'application de quotas pour les femmes et les personnes handicapées n'est toujours pas réglée. J'encourage les parties à parvenir à un compromis sur ce point afin que la loi puisse être parachevée le plus tôt possible.

De surcroît, je note avec préoccupation que les délais relatifs à la loi sur les partis politiques, au Conseil des partis politiques, à la Commission nationale de révision constitutionnelle reconstituée et à la création d'une commission de rédaction de la Constitution n'ont pas été respectés. Nous ne cessons de rappeler aux Sud-Soudanais

que la prorogation de deux ans ne doit pas être considérée comme une période de vacances. Nous sommes préoccupés par le fait que les retards ont déjà un effet domino sur les principaux objectifs de référence.

En l'état actuel des choses, notre position sur les élections reste inchangée, la mission d'évaluation des besoins ayant recommandé une approche en deux phases. La première phase, qui consiste à satisfaire aux exigences juridiques et à préparer le terrain et l'environnement pour la tenue des élections, n'a pas encore été achevée par les parties. Et toute aide matérielle pour l'organisation effective des élections ne peut être envisagée qu'à l'issue de la première phase. Par conséquent, il importe que le Conseil de sécurité et la communauté internationale envoient aux parties un message unifié sur l'importance primordiale de la mise en œuvre des dispositions relatives aux élections.

Je tiens à féliciter le Gouvernement provisoire d'union nationale pour la réussite du sixième Forum des gouverneurs, qui s'est tenu à Djouba avec l'appui de l'ONU. Cette instance a permis aux responsables gouvernementaux d'échanger de manière constructive leurs vues sur la bonne gouvernance et les relations entre le centre et la périphérie. La MINUSS a plaidé pour l'inclusion de représentants de la société civile dans le prochain cycle.

À l'approche de la saison sèche, nous sommes particulièrement préoccupés par les affrontements entre milices armées, qui provoquent des déplacements dans le nord du Jongleï et dans le Haut-Nil. Nous jugeons préoccupants les violences intercommunautaires dans le nord de Ouarrap et les conflits persistants liés au vol de bétail et aux migrations dans la région de l'Équatoria. En marge du Forum des gouverneurs, j'ai rencontré plusieurs d'entre eux afin d'inciter au dialogue et de recommander l'élaboration de dispositifs approuvés d'un commun accord pour régler ces problèmes.

Les conditions de sécurité dans l'État du Haut-Nil restent particulièrement préoccupantes et risquent de se détériorer davantage. Cette situation fait suite à une année de scission du Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan dans l'opposition (M/APLS dans l'opposition) et à l'éclatement des factions Kit-Gwang, qui s'est manifesté par des affrontements le long du couloir du Nil, lequel revêt une importance stratégique. La violence dans la région a pris une dimension ethnique, et je condamne les violations des droits humains et les atteintes à ces droits, notamment les meurtres, les violences sexuelles liées au conflit, les pillages et les déplacements à grande

échelle. Des milliers de civils ont fui vers la base opérationnelle temporaire de la MINUSS à Kodok et vers le site de protection des civils à Malakal, qui est déjà sollicité au-delà de ses capacités. La MINUSS travaille avec les partenaires humanitaires sur le terrain pour accueillir les nouveaux arrivants, et intervient sur le plan politique au niveau des États et du pays pour appeler l'attention nécessaire sur le conflit et favoriser un règlement.

La MINUSS a organisé une réunion de partenaires internationaux le 2 décembre en réaction aux violences en cours et a publié une déclaration publique appelant le Gouvernement à intervenir, tout en exhortant les nombreux protagonistes à mettre fin aux affrontements et à s'abstenir de toute nouvelle violation des droits humains. Nous avons prévenu que des élections crédibles ne pouvaient avoir lieu dans ce climat et que ceux qui alimentent le conflit en répondront.

Sur ce point, je me dois d'exprimer notre inquiétude quant à la militarisation du Nil. La MINUSS engage tous les acteurs à respecter cet atout national en tant qu'autoroute pour l'aide humanitaire et le développement économique durable. Notre espoir est de dissuader les acteurs de commettre des actes d'extorsion et des exactions le long de ce couloir.

Dans le même ordre d'idées, j'appelle l'attention du Conseil sur les difficultés de financement du Mécanisme de vérification et de surveillance du cessez-le-feu et du suivi de l'application des dispositions transitoires de sécurité, établi par l'Accord de paix et qui est maintenant nécessaire pour enquêter sur les violences dans le Haut-Nil.

Nous sommes également préoccupés par la suspension du processus de Sant'Egidio qui encadre le dialogue avec les groupes non signataires réfractaires. Nous exhortons toutes les parties à privilégier le dialogue pour défendre leurs intérêts.

Nous nous félicitons de la visite prévue de Sa Sainteté le pape au Soudan du Sud au cours de la première semaine de février, dans l'espoir que cette visite contribuera à consolider la paix et la compréhension entre les dirigeants politiques sud-soudanais.

Les tensions continueront de couvrir et de s'intensifier à mesure que la date des élections approche. La MINUSS continuera de donner la priorité à la protection des civils dans tous les aspects de son mandat, qu'il s'agisse de répondre aux besoins urgents en matière de protection, comme la violence infranationale, ou d'appuyer l'instauration d'une paix plus large, une paix reposant sur des institutions défendant la justice, les droits humains et

l'application du principe de responsabilité. Ces efforts contribueront grandement à l'élargissement de l'espace civique et politique et à l'instauration d'une culture de débat et de règlement des différends sans violence.

La MINUSS applique une approche à l'échelle de la mission pour atteindre ces objectifs. L'approche consiste notamment à appuyer la société civile, le monde universitaire et les partis politiques en général, tout en explorant spécifiquement leurs rôles dans l'élaboration de la Constitution et les processus électoraux. Nous menons simultanément des dialogues intensifs avec de hauts responsables pour encourager le règlement politique des conflits intercommunautaires, en déployant des équipes civilo-militaires sur des bases opérationnelles temporaires. Ces efforts ont contribué à la réduction globale du nombre de victimes civiles d'une année à l'autre.

Nous poursuivons nos efforts pour lutter contre la violence sexuelle et fondée sur le genre. En 2022, la police des Nations Unies a apporté son appui à plus de 36 comités de liaison entre la police et les populations, en se concentrant notamment sur la violence sexuelle et fondée sur le genre. En appuyant les efforts déployés au niveau national, la MINUSS se joint à la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit pour encourager le Gouvernement provisoire d'union nationale à mettre pleinement en œuvre le Communiqué conjoint du Gouvernement sud-soudanais et de l'Organisation des Nations Unies sur la lutte contre les violences sexuelles liées au conflit, publié en 2014, qui contient des engagements clairs et assortis de délais pour lutter contre les violences sexuelles liées aux conflits. Nous travaillons en étroite collaboration avec les parties prenantes internationales pour lancer des projets de lutte contre la violence au sein de la collectivité dans les zones où règne un calme relatif, afin d'aider les ex-combattants et les communautés à accéder à d'autres moyens de subsistance.

La MINUSS continue de rendre compte régulièrement de la situation des droits humains au Soudan du Sud. Cette année, nous avons publié cinq rapports publics sur la violence contre les civils. Parallèlement, nous nous félicitons de l'activation de divers comités d'enquête sur la violence infranationale par le Gouvernement d'union nationale, mais je les exhorte à partager publiquement leurs conclusions et recommandations. Cela démontrerait la détermination du Gouvernement à faire en sorte que les auteurs de crimes répondent de leurs actes, à rendre justice aux rescapés et à ouvrir la voie à la réconciliation pour toutes les communautés.

L'aggravation de la crise humanitaire au Soudan du Sud nous rappelle qu'il est impératif que les parties respectent les engagements qu'elles ont pris dans le cadre de l'Accord de paix. Selon les prévisions pour l'année prochaine, 9,4 millions de personnes auront besoin d'une aide humanitaire et de protection. C'est un chiffre alarmant pour un pays d'environ 12 millions d'habitants. La situation est exacerbée par les inondations et les sécheresses localisées. Alors que le personnel humanitaire travaille sans relâche pour offrir des abris, des soins de santé, de la nourriture, de l'eau, des installations sanitaires et d'autres formes d'aide, les besoins restent supérieurs aux ressources disponibles. Des travailleurs humanitaires continuent de donner leur vie au service des autres, neuf d'entre eux ayant été tués en service en 2022. Nous exhortons les partenaires à continuer de contribuer généreusement au plan de réponse humanitaire.

Je tiens à souligner que la stratégie globale de cette Mission continue de reposer sur les partenariats, notamment avec les institutions multilatérales de la région. La MINUSS coopère avec l'Union africaine, l'Autorité intergouvernementale pour le développement et la Commission mixte de suivi et d'évaluation reconstituée au sein d'un groupe de travail trilatéral pour appuyer l'élaboration d'une Constitution définitive et le processus électoral. Nous avons travaillé en étroite collaboration avec ces partenaires et d'autres à Djouba, tels que la tróika et l'Union européenne, dans le cadre des bons offices et des efforts de prévention des conflits. Je tiens à remercier le Gouvernement sud-soudanais de son solide appui au nouveau Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, qui oriente un partenariat sur trois ans pour la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. En tenant compte des priorités nationales, il reconnaît qu'il ne peut y avoir de paix durable sans développement durable et qu'il ne peut y avoir de développement durable sans paix au Soudan du Sud.

Pour terminer, nous considérons que la feuille de route est comme une seconde hypothèque sur l'Accord de paix revitalisé et qu'elle doit être remboursée de bonne foi et dans les délais. En tant que garants moraux et partenaires de cet accord, notre tâche collective est de veiller à ce que les parties bénéficient du meilleur soutien possible de la part de la communauté internationale afin de les aider à tenir leurs engagements envers la population sud-soudanaise. Je tiens à remercier le Conseil de son appui constant à la réalisation de cet objectif.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie M. Haysom de son exposé.

Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur Biang.

**M. Biang** (Gabon) : En ma qualité de Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2206 (2015) concernant le Soudan du Sud, j'ai l'honneur d'informer les membres du Conseil de sécurité de l'évolution de la situation depuis le dernier exposé de mon prédécesseur au Conseil, le 15 décembre 2021 (voir S/PV. 8931). Dans ma déclaration, je donnerai un bref aperçu des faits nouveaux survenus au sein du Comité depuis le début de l'année 2022.

En ce qui concerne la nomination du Groupe d'experts, suite au consensus atteint sur la liste proposant les experts conformément à la résolution 2577 (2021), le Secrétaire général a nommé les cinq experts du Groupe le 20 janvier. Le 22 juin, le Secrétaire général a reconduit la nomination des cinq mêmes experts conformément à la résolution 2633 (2022).

À ce jour, le Comité s'est réuni six fois dans le cadre de consultations informelles.

Le 14 février, le Comité a entendu une présentation du Coordonnateur du Groupe d'experts concernant le plan de travail du Groupe pour le mandat renouvelé par la résolution 2577 (2021).

Le 22 avril, le Comité a entendu une présentation du Coordonnateur du Groupe d'experts concernant le rapport final du Groupe (S/2022/359), présenté en application du paragraphe 17 de la résolution 2577 (2021), et a examiné les recommandations qui y figurent.

Le 22 juin, lors d'une réunion d'information à l'intention des États Membres, le Comité a entendu une présentation du Coordonnateur du Groupe d'experts concernant le rapport final du Groupe, publié sous la cote S/2022/359, présenté en application du paragraphe 17 de la résolution 2577 (2021).

Le 1<sup>er</sup> juillet, le Comité a entendu un exposé de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés.

Le 17 août, le Comité a entendu une présentation du Coordonnateur du Groupe d'experts concernant le plan de travail du Groupe pour le mandat renouvelé par la résolution 2633 (2022).

Le 18 novembre, le Comité a entendu une présentation du Coordonnateur du Groupe d'experts concernant le rapport d'activité du Groupe, présenté en application du paragraphe 18 de la résolution 2633 (2022), et a examiné les recommandations qui y figurent.

Depuis le début de l'année en cours, le Comité a reçu deux demandes de dérogation à l'embargo sur les armes, qui ont toutes été accordées. En outre, trois demandes de dérogation ont été reçues concernant les mesures d'interdiction de voyager et de gel des avoirs, qui ont toutes été accordées.

Enfin, je voudrais remercier les États Membres, y compris ceux voisins du Soudan du Sud, pour leur engagement auprès du Comité et leur participation aux réunions du Comité cette année. J'encourage les États Membres à continuer de renforcer leur coopération avec le Groupe d'experts et le Comité.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie M. Biang de son exposé.

Je donne maintenant la parole au général Gituai.

**M. Gituai** (*parle en anglais*) : J'ai le plaisir de présenter un exposé au Conseil de sécurité aujourd'hui, un peu plus de neuf mois après mon dernier exposé au Conseil (voir S/PV.8987). Je saisis cette occasion pour remercier le Conseil de l'invitation faite à la Commission mixte de suivi et d'évaluation reconstituée, dans la résolution 2633 (2022), adoptée le 26 mai 2022, à

« lui communiquer, selon que de besoin, des informations pertinentes sur son évaluation de l'application par les parties de l'Accord revitalisé, et sur le respect de l'Accord sur la cessation des hostilités, la protection des civils et l'accès humanitaire et la facilitation de l'accès humanitaire sans entrave et en toute sécurité » (*résolution 2633 (2022), paragraphe 23*).

En outre, le paragraphe 9 de l'article 7 de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud nous charge de faire rapport au Conseil tous les trois mois.

La Commission mixte de suivi et d'évaluation reconstituée est l'organe de contrôle officiel chargé du suivi et de l'évaluation de la mise en œuvre de l'Accord revitalisé et de la communication d'informations à cet égard. Elle supervise le mandat et les tâches du Gouvernement provisoire d'union nationale revitalisé, notamment le respect par les parties des délais impartis et du calendrier de mise en œuvre. La Commission mixte de suivi et d'évaluation reconstituée comprend 43 membres, conformément au paragraphe 2 de l'article 7, dont les parties à l'accord, d'autres parties prenantes sud-soudanaises, des garants régionaux, la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), les pays membres de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), l'Union africaine, la République populaire de Chine et la troïka composée des



États-Unis d'Amérique, de la Norvège et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, qui participent tous à l'exécution de notre mandat.

Mon exposé au Conseil de sécurité portera essentiellement sur les principales étapes franchies dans l'application de l'Accord de paix revitalisé depuis mon dernier exposé en mars, ainsi que sur les principales tâches en suspens. Je mettrai également en évidence les défis qui se posent et je conclurai par des recommandations.

Comme le Conseil en a été informé en mars, en raison de la lenteur de la mise en œuvre de l'Accord de paix revitalisé, la Commission mixte de suivi et d'évaluation reconstituée a exhorté le Gouvernement provisoire revitalisé à élaborer une feuille de route, comprenant notamment sa stratégie d'exécution des tâches essentielles en suspens de l'Accord.

Le Gouvernement provisoire revitalisé a dûment élaboré une feuille de route qui ouvre la voie à l'organisation d'élections pacifiques et démocratiques. La feuille de route, intitulée « Accord concernant la feuille de route pour une fin pacifique et démocratique de la période de transition prévue par l'Accord revitalisé », a été entérinée par la Commission mixte de suivi et d'évaluation reconstituée et ratifiée par l'Assemblée législative nationale provisoire reconstituée, conformément au paragraphe 4 de l'article 8 de l'Accord de paix revitalisé. Ce document détaillé, élaboré et voulu par les parties à l'Accord elles-mêmes, énonce toute une série de tâches et d'étapes essentielles, qui, si elles sont intégralement respectées dans leur lettre et dans leur esprit, garantiront la tenue d'élections démocratiques pacifiques et crédibles en décembre 2024.

Je vais maintenant faire le point sur les progrès réalisés, chapitre par chapitre. En ce qui concerne la gouvernance, l'Assemblée législative nationale provisoire reconstituée a adopté les projets de loi suivants : le projet de loi relatif aux Forces sud-soudanaises de défense du peuple, le projet de loi relatif au Service national de protection des espèces sauvages, le projet de loi sur la Police nationale sud-soudanaise, le projet de loi relatif aux partis politiques et le projet de loi relatif à l'élaboration de la Constitution. D'autres projets de loi, tels que le projet de loi relatif à l'administration pénitentiaire du Soudan du Sud et le projet de loi relatif au service de défense civile, sont en train d'être examinés par l'Assemblée législative nationale provisoire.

En outre, le Comité national chargé des amendements constitutionnels a examiné et rédigé plusieurs amendements aux principales lois prioritaires, notamment la loi sur la Chambre nationale de l'audit, la loi

sur la gestion des finances publiques et la responsabilité financière, la loi sur le pétrole, la loi sur la gestion des recettes pétrolières, la loi électorale nationale et la loi sur la Commission de lutte contre la corruption. Il examine actuellement la loi portant création de l'Autorité nationale des impôts, la loi sur la Banque du Soudan du Sud et la loi bancaire.

Les tâches de gouvernance en suspens prescrites au chapitre I sont notamment les réformes judiciaires, au paragraphe 17 de l'article 1, l'achèvement des réformes des institutions et commissions nationales, au paragraphe 19 de l'article 1, et la reconstitution du Conseil des partis politiques, ainsi que l'amendement de la loi électorale nationale et la reconstitution de la Commission électorale nationale, au paragraphe 20 de l'article 1.

En ce qui concerne le cessez-le-feu permanent et les dispositions transitoires de sécurité, le Gouvernement provisoire revitalisé a pu mettre fin à l'impasse concernant la structure de commandement unifiée, notamment la nomination de commandants des forces unifiées en avril 2022. En outre, environ 49 000 des 53 000 forces unifiées nécessaires de la phase 1 ont achevé leur formation. Cependant, la phase deux de l'unification des forces, qui permettra d'achever la formation des forces unifiées nécessaires, n'a pas encore commencé et n'a que trop tardé.

L'insécurité persiste dans certaines régions du Soudan du Sud. Comme cela a été souligné dans la récente déclaration conjointe de la Commission mixte de suivi et d'évaluation reconstituée, de la MINUSS, de la Mission de l'Union africaine au Soudan du Sud, de l'IGAD et de certains membres de la communauté internationale, la Commission mixte de suivi et d'évaluation reconstituée est profondément préoccupée par l'escalade de la violence dans les États du Haut-Nil et de Jongleï, où des innocents perdent la vie, des milliers de personnes sont déplacées et les moyens de subsistance et les biens sont détruits. Si l'on n'y remédie pas d'urgence, les ramifications plus larges de cette violence pourraient déstabiliser l'application en cours de l'Accord de paix. Il est important que le Mécanisme de vérification et de surveillance du cessez-le-feu et du suivi de l'application des dispositions transitoires de sécurité, qui rend compte à la Commission mixte de suivi et d'évaluation reconstituée, dispose des moyens nécessaires pour enquêter sur ces incidents de violence et les évaluer.

Il y a des tâches critiques relatives aux dispositions transitoires de sécurité qui n'ont pas encore été accomplies, notamment le financement et l'opérationnalisation

des programmes de la Commission pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration, de même que l'examen de la défense stratégique et de la sécurité, crucial pour les réformes du secteur de la sécurité.

S'agissant de l'aide humanitaire et de la reconstruction, certains couloirs humanitaires restent ouverts et continuent de faciliter la libre circulation des biens, des services et des personnes à travers les frontières, ce qui a permis entre autres le retour de plus de 600 000 personnes depuis 2018. Cependant, divers facteurs exacerbent la situation humanitaire déjà très difficile dans le pays, dont la violence infranationale prolongée, les inondations généralisées, l'insécurité alimentaire, la réduction des financements et de l'accès humanitaire, et l'absence de services de base. En outre, la création du Fonds spécial pour la reconstruction, prévue à l'article 3.2 de l'Accord, Fonds, qui doit constituer un mécanisme de coordination essentiel pour les efforts de relèvement et de développement, se fait toujours attendre et n'a que trop tardé.

Quant à la gestion des ressources, de l'économie et des finances, il est encourageant de noter que le Gouvernement provisoire d'union nationale revitalisé a lancé des réformes concernant la gestion des finances publiques, et que des lois pertinentes de gestion des banques et des ressources sont à l'étude. Il est également procédé à des examens portant sur les politiques en matière de gestion des ressources naturelles et les politiques, stratégies et programmes agricoles. Néanmoins, la politique générale relative à l'utilisation et à la gestion des masses d'eau du pays, y compris mais pas uniquement le Nil, qui avait rang de priorité dans la feuille de route, n'a pas encore été élaborée.

Sur la justice transitionnelle, le Gouvernement provisoire d'union nationale revitalisé a organisé des consultations publiques afin d'orienter la législation pour l'établissement de la Commission vérité, réconciliation et apaisement. La rédaction des projets de loi sur la Commission et sur l'Autorité d'indemnisation et de réparation est en cours. En ce qui concerne le Tribunal mixte pour le Soudan du Sud, la responsabilité de sa mise en place incombe à la Commission de l'Union africaine, en collaboration avec le Gouvernement provisoire d'union nationale revitalisé, et pour l'instant rien n'a été finalisé.

L'élaboration de la Constitution permanente est cruciale pour guider la tenue des élections à la fin de la période de transition, et il y a eu quelques progrès à cet égard. Le 24 octobre 2022, le corps législatif national provisoire reconstitué a adopté le projet de loi de 2022 sur le processus d'élaboration de la Constitution,

mais celui-ci doit encore être présenté au Président pour qu'il le signe. Une fois qu'il aura été signé, le Gouvernement provisoire d'union nationale revitalisé est censé reconstituer et nommer toutes les institutions essentielles à l'élaboration de la constitution permanente.

Durant la phase de la feuille de route, il est capital que le Gouvernement provisoire d'union nationale revitalisé crée un climat propice aux élections, notamment l'ouverture et la préservation d'un espace civique et politique pour tous afin de renforcer la confiance dans le processus, d'encourager la population à y participer et de diligenter l'accomplissement de toutes les tâches critiques en suspens.

Tous les acteurs, y compris les partenaires et amis du Soudan du Sud, doivent se concentrer davantage sur la nécessité de faciliter les progrès. Pour cela, il convient de continuer à renforcer la confiance entre les parties, de renforcer les capacités des exécutants et de remédier à la violence infranationale et à la situation humanitaire déplorable. En outre, la Commission mixte de suivi et d'évaluation reconstituée, et en particulier le Mécanisme de vérification et de surveillance du cessez-le-feu et du suivi de l'application des dispositions transitoires de sécurité, se heurtent à d'importantes difficultés opérationnelles depuis le retrait du financement des États-Unis.

Je souhaite clore ma déclaration par les recommandations suivantes au Conseil de sécurité. Le Conseil devrait communiquer davantage avec le Gouvernement provisoire d'union nationale revitalisé pour l'inciter à respecter les délais de la feuille de route grâce à un financement prévisible, opportun et adéquat pour toutes les tâches. Il faudrait qu'il exhorte les États Membres à fournir un appui politique, technique et logistique au Gouvernement provisoire d'union nationale revitalisé pour la mise en œuvre des aspects prioritaires de la feuille de route, notamment le processus de désarmement, démobilisation et réintégration, le processus d'élaboration de la Constitution permanente et les élections. Il devrait également encourager le Gouvernement provisoire d'union nationale revitalisé à garantir et protéger un espace civique et politique dans tout le pays.

Le Conseil devrait aussi appeler le Gouvernement provisoire d'union nationale revitalisé à s'attaquer d'urgence aux causes profondes de la violence intercommunautaire et de l'insécurité dans le pays, en particulier dans les États du Haut-Nil et de Jongleï, et à mettre en place et rendre opérationnel, en collaboration avec les partenaires et amis du Soudan du Sud et avec leur

soutien, le Fonds spécial pour la reconstruction, afin d'ouvrir la voie à la mobilisation de ressources pour le relèvement et la reconstruction après le conflit. Il devrait en outre se tourner vers les États Membres pour leur demander d'envisager d'apporter un appui politique, logistique et financier aux institutions de surveillance et de contrôle, à savoir la Commission mixte de suivi et d'évaluation reconstituée et le Mécanisme de vérification et de surveillance du cessez-le-feu et du suivi de l'application des dispositions transitoires de sécurité, de manière à rehausser leurs capacités opérationnelles.

Enfin, je voudrais engager le Conseil à rester saisi du processus de paix au Soudan du Sud et à envisager d'effectuer régulièrement des visites dans le pays en signe de solidarité. L'Autorité intergouvernementale pour le développement et l'Union africaine ont répondu très positivement aux récents appels de la Commission mixte de suivi et d'évaluation reconstituée en faveur d'interactions accrues avec le Soudan du Sud. On ne saurait trop insister sur l'importance de consolider nos efforts, de parler d'une seule voix, de faire jouer notre influence collective et d'insister pour que la feuille de route soit mise en œuvre en temps voulu. D'ailleurs, pour que la feuille de route soit mise en œuvre, dans la lettre et dans l'esprit, dans les délais impartis, le plein appui du Conseil de sécurité sera très important, car l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud représente toujours la meilleure chance de parvenir à une paix durable au Soudan du Sud.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie M. Gituai de son exposé.

Je donne à présent la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

**M. Kelley** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le Représentant spécial Haysom et l'Ambassadeur Gituai de leurs exposés de ce jour.

(*l'orateur poursuit en français*)

Nous apprécions la mise à jour de l'Ambassadeur Biang sur les activités et le programme de travail du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2206 (2015) concernant le Soudan du Sud.

(*l'orateur reprend en anglais*)

Les États-Unis sont reconnaissants à la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) pour son leadership, ainsi qu'aux femmes et aux hommes de la Mission et des pays fournisseurs de contingents et de personnel de police qui prennent de grands risques

pour protéger les civils au Soudan du Sud et atténuer le conflit dans nombre de zones instables.

Les dirigeants de transition du Soudan du Sud doivent arriver au résultat auquel ils se sont engagés dans l'Accord de paix et s'attaquer à des problèmes aussi urgents que la violence qui persiste dans l'État du Haut-Nil et la situation humanitaire déplorable dont viennent de nous parler le Représentant spécial du Secrétaire général Haysom et l'Ambassadeur Gituai.

Nous sommes profondément préoccupés par l'escalade de la violence infranationale et intercommunautaire, notamment dans les États du Haut-Nil et de Jongleï, qui aurait fait 500 morts et 15 000 déplacés parmi les civils dans le seul État du Haut-Nil. Il est on ne peut plus clair que les dirigeants du Soudan du Sud doivent régler cette crise. Nous les exhortons à agir dès maintenant pour faire cesser la violence. Nous exhortons également la MINUSS à déployer des soldats de la paix de manière préventive dans les points chauds, conformément à son mandat de protection des civils menacés par la violence. Il n'y a pas de temps à perdre pour prévenir de nouvelles pertes en vies humaines. Toute tentative de faire obstacle aux travaux de la Mission, qui peuvent sauver des vies, est tout simplement inacceptable.

Par ailleurs, nous sommes profondément préoccupés par les récentes informations faisant état de violations des droits humains et d'atteintes à ces droits par les forces gouvernementales et alliées, en particulier dans les États de l'Unité, du Haut-Nil et de Jongleï. Nous entendons parler de meurtres, d'enlèvements et de violence sexuelle, y compris, comme on nous l'a malheureusement appris, le viol et le viol en réunion de fillettes âgées de 8 ans seulement. Nous condamnons catégoriquement toutes les formes de violence sexuelle et fondée sur le genre dans les conflits, qui touchent de manière disproportionnée les femmes et les filles, et demandons que les responsables soient immédiatement tenus de rendre des comptes. Compte tenu de la gravité de ces crimes, nous exhortons le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2206 (2015) concernant le Soudan du Sud à faire le nécessaire pour que la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit puisse présenter un exposé, comme le prévoit la résolution 2633 (2022).

La situation humanitaire ne cesse de se dégrader chaque année, et 9,4 millions de personnes ont désormais besoin d'aide. Nous exhortons les responsables sud-soudanais à autoriser et à faciliter, dans des conditions de sécurité, l'accès et l'acheminement de l'aide humanitaire au Soudan du Sud. Nous encourageons



vivement la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud à travailler en étroite collaboration avec les acteurs humanitaires afin de faciliter la fourniture de services de base et la protection des civils dans le besoin.

En ce qui concerne la situation politique, nous faisons une nouvelle fois part de notre déception face à la décision des dirigeants sud-soudanais de proroger de deux années supplémentaires la période de transition, alors qu'ils se sont montrés incapables, au cours des quatre dernières années, d'honorer pleinement leurs engagements pris en 2018 au titre de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud. Chaque étape manquée dans la mise en œuvre de cet accord remet un peu plus en cause la volonté politique des dirigeants de la transition sud-soudanais. Nous les exhortons à établir un dialogue constructif avec la société civile et les autres parties prenantes à l'Accord pour faire de la transition un processus plus inclusif.

Il est crucial que la région, par l'intermédiaire de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et de l'Union africaine, joue un rôle actif pour amener les dirigeants de la transition à honorer les engagements qu'ils ont pris. Nous appelons donc l'IGAD, l'Union africaine et la communauté internationale à faire pression sur le Gouvernement de transition pour le pousser à prendre les mesures nécessaires à l'établissement d'institutions gouvernementales, à mettre en œuvre des réformes économiques et relatives à la gestion des finances publiques, à protéger les droits humains et à préserver la sécurité.

En ce qui concerne le régime de sanctions, nous persistons à dire que l'embargo sur les armes n'empêche pas le Gouvernement sud-soudanais d'obtenir l'équipement militaire dont il a besoin pour assurer sa défense, et n'entrave pas non plus sa capacité d'entreprendre une réforme d'ailleurs indispensable du secteur de la sécurité. Bien au contraire, l'embargo sur les armes au Soudan du Sud a précisément été conçu pour faciliter l'accès du Gouvernement aux armes nécessaires pour assurer la sécurité de ses citoyens. Il existe une procédure de dérogation claire auquel le Gouvernement sud-soudanais peut recourir pour obtenir rapidement l'approbation de toute fourniture nécessaire. En outre, la fourniture de matériel militaire non létal à des fins humanitaires ou de protection ne nécessite qu'une notification préalable au Comité.

Les États-Unis restent attachés à la cause de la paix et engagés aux côtés du peuple sud-soudanais.

**M<sup>me</sup> Aguiar Barboza** (Brésil) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier de leurs exposés le Représentant spécial Haysom, l'Ambassadeur Biang et

le général de division Gituai. Je souhaite également la bienvenue à la présente séance à la délégation soudanaise.

Nous nous joignons à l'Organisation des Nations Unies, à l'Union africaine et à l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) pour appeler le Gouvernement de transition sud-soudanais et les parties à l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud à nouer un dialogue constructif et à s'atteler à la mise en œuvre des premières étapes de la feuille de route pour clore la période de transition de manière pacifique et démocratique.

Nous encourageons les parties à engager des négociations inclusives, en veillant à la participation des femmes et des personnes handicapées et en mettant l'accent sur la reconstitution du Conseil des partis politiques et de la Commission électorale nationale. Nous reconnaissons qu'il est important et nécessaire d'organiser des élections crédibles dans les délais prévus. La nouvelle période de transition de deux ans semble plus que suffisante pour garantir la tenue de ces élections tant attendues.

Le Brésil se félicite du soutien apporté par l'Union africaine et l'IGAD à la mise en œuvre de l'Accord revitalisé. Nous saluons en particulier la Communauté de Sant'Egidio pour son engagement important auprès des groupes non signataires dans le cadre du processus de paix.

Nous nous félicitons également de la poursuite de la formation des forces unifiées nécessaires. L'unification des forces armées est un pilier fondamental du développement institutionnel du Soudan du Sud. Nous avons bon espoir de voir les forces unifiées nécessaires devenir bientôt un symbole d'unité nationale.

Nous sommes très préoccupés par la situation humanitaire au Soudan du Sud, où l'insécurité alimentaire reste à un niveau alarmant. Comme l'a déclaré précédemment le Représentant spécial Haysom, plus de 80 % de la population a besoin d'une aide humanitaire. Nous félicitons la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) et tous les partenaires qui ont apporté une assistance en ces temps difficiles. La sécurité des travailleurs humanitaires est également source d'inquiétude, et nous appelons le Gouvernement de transition à redoubler d'efforts pour résoudre ce problème.

Pour terminer, nous soulignons l'appui du Brésil à la MINUSS. La Mission continue de jouer un rôle crucial en protégeant les civils dans les zones touchées par le conflit et en fournissant une aide aux personnes déplacées qui fuient des conditions humanitaires désastreuses et des violations des droits humains. Elle reste indispensable à l'instauration d'un ordre de transition pacifique au Soudan du Sud.

**M. Kariuki** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie de leurs exposés le Représentant spécial Haysom et les autres intervenants, en particulier le général de division Gituai. Je me félicite de la mise à jour faite par le Représentant permanent du Gabon en sa qualité de Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan du Sud. Je salue également la participation du Représentant permanent du Soudan du Sud à la présente séance.

Je ferai trois remarques générales.

Premièrement, quatre mois se sont écoulés depuis que le Gouvernement sud-soudanais a annoncé une prorogation de deux ans de la période de transition et la création d'une feuille de route pour la mise en œuvre de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud. Les progrès sont toujours terriblement lents. Le Royaume-Uni se félicite de l'adoption du projet de loi portant sur l'élaboration de la constitution, ainsi que de la promotion de nouveaux diplômés qui rejoindront les forces unifiées nécessaires. Ces progrès n'ont que trop tardé et nous exhortons le Gouvernement à tirer parti de cette dynamique et à satisfaire aux critères restants dans les délais convenus. C'est une condition indispensable à la tenue d'élections libres et régulières avant la fin de l'Accord.

Deuxièmement, la nécessité pour le Gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer la protection des civils apparaît on ne peut plus clairement dans l'État du Haut-Nil, où des centaines de civils ont été tués dans le cadre du conflit, comme nous l'avons entendu. Le Royaume-Uni condamne ces attaques contre les civils. Nous sommes vivement préoccupés par les conséquences potentielles du conflit sur le site de protection des civils de Malakal, déjà surpeuplé, ainsi que sur la paix dans son ensemble au Soudan du Sud. Nous appelons le Gouvernement à protéger les civils et à créer les conditions propices à un dialogue inclusif pour mettre fin à la violence. Les interventions militaires ne doivent pas aggraver les tensions existantes ni faire courir de risques supplémentaires aux civils. Nous appelons également une nouvelle fois le Gouvernement sud-soudanais à lever immédiatement tous les obstacles et à prendre des mesures face aux violences perpétrées contre les travailleurs humanitaires et les civils.

Troisièmement, la situation dans la région du Haut-Nil et l'insécurité croissante dans tout le pays exigent une réponse urgente de la part de la communauté internationale pour aider à sauver des vies. Le Royaume-Uni salue les efforts déployés par la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud pour assurer la

protection des civils et se félicite de sa coordination avec le Soudan du Sud. Il est nécessaire d'adopter une approche cohérente à l'échelle du système des Nations Unies, qui tienne compte des priorités en matière d'aide humanitaire, de développement et de paix. Nous souscrivons à l'appel lancé par le Secrétaire général au Gouvernement et aux partenaires pour les encourager à adopter une approche similaire.

Pour terminer, le Royaume-Uni réaffirme son appui indéfectible à la quête de paix, de prospérité et de démocratie du peuple sud-soudanais. Nous appelons une fois de plus les dirigeants sud-soudanais à opérer maintenant un véritablement changement au profit des citoyens du pays.

**M<sup>me</sup> Evstigneeva** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions le Représentant spécial du Secrétaire général, Nicholas Haysom, de son exposé sur la situation au Soudan du Sud. Nous avons écouté les exposés du Président par intérim de la Commission mixte de suivi et d'évaluation reconstituée, le général de division Charles Tai Gituai, et du Représentant permanent du Gabon, Michel Xavier Biang, en sa qualité de Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2206 (2015) concernant le Soudan du Sud. Nous saluons la présence du Représentant permanent du Soudan du Sud, Akuei Bona Malwal, à la présente séance.

La Fédération de Russie appuie pleinement les efforts menés par la communauté internationale pour stabiliser la situation au Soudan du Sud, ainsi que pour pérenniser la paix et la sécurité dans ce pays. Au cours des derniers mois, le Soudan du Sud a réalisé de nouveaux progrès dans la mise en œuvre de l'Accord de paix revitalisé. Les principales institutions de l'État ont approuvé la décision de prolonger la période de transition, et la feuille de route adoptée en août a été intégrée dans la Constitution de transition. Après l'achèvement de la formation du premier contingent des forces unifiées nécessaires à la fin du mois d'août, l'armée sud-soudanaise a accueilli de nouvelles recrues provenant des États de Jonglei, du Bahr el-Ghazal, de l'Unité et du Haut-Nil. Le Parlement national a adopté plusieurs projets de loi essentiels, notamment sur la rédaction de la Constitution et sur la police nationale.

Nous appelons les parties sud-soudanaises à œuvrer de concert à la mise en œuvre de la feuille de route. L'ensemble des structures qui opèrent dans le cadre de l'Accord de paix, y compris la Commission mixte de suivi et d'évaluation reconstituée, doivent bénéficier des financements nécessaires. Nous nous félicitons du rôle

joué par le Soudan du Sud dans la région et de sa volonté de fournir, malgré les difficultés que connaît le pays, une aide et un soutien en vue du règlement de la situation dans la République démocratique du Congo voisine, en prenant part à la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est. La situation en matière de sécurité en périphérie du pays demeure compliquée. Les violences intercommunautaires ne faiblissent pas. La détérioration de la situation dans l'État du Haut-Nil est particulièrement préoccupante en raison de la poursuite des affrontements entre les factions Kit-Gwang. Dans le même temps, nous prenons acte des mesures prises par le Gouvernement face à cette situation, notamment la création de deux commissions d'enquête sur des incidents très médiatisés dans les comtés de Mayom et de Tonj Nord.

Nous condamnons fermement toutes les violations de l'Accord de paix revitalisé ainsi que les actes de violence dirigés contre les civils, y compris le personnel des organisations humanitaires déployées au Soudan du Sud. Nous saluons les efforts de médiation de l'Union africaine et des États membres de l'Autorité intergouvernementale pour le développement. Nous prenons acte de l'action menée ces derniers mois par la Communauté de Sant'Egidio, qui est parvenue à unir deux factions de l'Alliance des mouvements d'opposition du Soudan du Sud. Nous espérons que les négociations tenues sous l'égide de la Communauté de Sant'Egidio se poursuivront. Nous saluons également les efforts déployés par la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud et le Représentant spécial Haysom pour consolider le soutien en faveur du processus de paix au Soudan du Sud.

Nous sommes convaincus que la poursuite du processus de paix et le bon déroulement des élections générales prévues pour 2025 seront impossibles en l'absence de forces armées efficaces. Les forces unifiées nécessaires du Soudan du Sud, qui sont en train de se former, ont plus que jamais besoin de l'appui de la communauté internationale. Afin de faciliter ce processus, il nous paraît nécessaire d'envisager l'éventualité d'un nouvel assouplissement du régime de sanctions imposé au Soudan du Sud. Nous prions nos collègues du Conseil de sécurité d'entendre les demandes légitimes de Djouba, lesquelles sont soutenues en toute solidarité par ses voisins africains.

**M<sup>me</sup> Curzio Vila** (Mexique) (*parle en espagnol*) : Je remercie le Représentant spécial Haysom, le Représentant permanent du Gabon et le Président par intérim Tai Gituai de leurs exposés. Je salue également la présence du Représentant permanent du Soudan du Sud à la présente séance.

Étant donné qu'il s'agit de la dernière intervention du Mexique, au cours de son mandat actuel, à une séance consacrée au Soudan du Sud en tant que membre élu du Conseil de sécurité, je souhaiterais formuler les observations suivantes.

Premièrement, en ce qui concerne la situation politique, l'absence de progrès dans la mise en œuvre de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud au cours des deux dernières années s'est traduite par la prolongation de la période de transition. Nous reprenons à notre compte l'appel adressé par l'Organisation des Nations Unies, l'Autorité intergouvernementale pour le développement et l'Union africaine au Gouvernement sud-soudanais pour qu'il fasse avancer le processus de manière inclusive et sans délai. Nous suivrons avec intérêt les travaux du groupe de travail trilatéral dans le cadre de son mandat visant à accompagner le Gouvernement dans la préparation des élections et dans le processus de rédaction de la Constitution.

Nous nous félicitons de ce que des progrès aient été réalisés au cours de la période considérée dans le domaine législatif. Nous prenons également acte de l'achèvement de la formation des forces unifiées nécessaires, et espérons que le Gouvernement saura saisir cette occasion pour veiller à ce que l'intégration et le déploiement de ces forces se fassent dans le plein respect des normes internationales en matière de droits humains et dans l'intérêt supérieur de la population sud-soudanaise.

Deuxièmement, s'agissant de la situation des droits humains et des conditions de sécurité, nous avons suivi avec une vive inquiétude la flambée de violence dans les États de l'Unité, de Jongleï, du Haut-Nil et de l'Équatoria-Central, entre autres, laquelle a entraîné le déplacement de centaines de milliers de personnes. Des violations des droits humains ont également été signalées, notamment des violations graves commises contre des enfants.

Nous tenons à souligner en particulier la hausse regrettable du nombre de cas de violence sexuelle et fondée sur le genre. Nous condamnons avec la plus grande fermeté le recours au viol et à l'agression sexuelle comme méthode de guerre. L'impunité qui entoure ces actes est alarmante, et nous exhortons les autorités sud-soudanaises à veiller à ce que les auteurs présumés de viols n'accèdent pas à des fonctions de pouvoir et à ce que les victimes bénéficient des compensations et de la protection nécessaires. Nous rappelons qu'il s'agit d'un critère de désignation pour les sanctions. Nous déplorons que le Comité ne se soit pas réuni pour débattre de cette grave question.

La protection des civils et la situation dans les camps de personnes déplacées sont des priorités pour le Mexique. Nous exhortons les autorités sud-soudanaises à s'acquitter pleinement de la responsabilité de la protection des civils qui leur incombe au premier chef. Tant que des progrès ne seront pas réalisés pour régler les différends profondément enracinés, les tensions referont surface, comme celles qui ont récemment secoué les États situés à la frontière avec Abyei. Nous prenons acte de la reconstitution du Comité sur le statut final d'Abyei, et attendons avec intérêt des avancées dans ce domaine, dans le droit fil des efforts déployés par l'Union africaine.

Troisièmement, la violence a aggravé la situation humanitaire désastreuse. Comme nous l'avons entendu, 8,9 millions de personnes ont besoin d'aide, et 75 % de la population se trouve en situation d'insécurité alimentaire grave. Dans cette situation difficile, les attaques visant le personnel humanitaire sont inacceptables. Nous demandons au Gouvernement sud-soudanais de prendre des mesures urgentes pour lever les obstacles bureaucratiques et garantir la sécurité des travailleurs humanitaires. Nous saluons également les initiatives et les efforts entrepris pour créer des espaces sûrs, comme l'initiative mentionnée par le Représentant spécial Haysom, qui vise à créer un couloir humanitaire le long du Nil afin de faciliter la mobilité et la fourniture de services de base.

Quatrièmement, en ce qui concerne la situation climatique, le Soudan du Sud est l'un des exemples les plus manifestes des conséquences tragiques des changements climatiques. Les destructions causées par les inondations ont été suivies d'une nouvelle saison de pluies incessantes. Il est impératif de renforcer les capacités pour faire face à ces phénomènes, car ils sont susceptibles de se reproduire. À cet égard, nous saluons le nouveau Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, qui est essentiel à l'adoption d'une approche à long terme pour s'attaquer aux causes de l'instabilité et renforcer la résilience.

Je conclurai en saluant l'important travail réalisé au Soudan du Sud par la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud et le Représentant spécial Haysom, ainsi que par l'équipe de pays des Nations Unies et la communauté humanitaire. Nous espérons que la prorogation de la phase de transition sera mise à profit pour stabiliser la situation en matière de sécurité et apporter encouragements et protection à la population sud-soudanaise.

**M<sup>me</sup> Broadhurst Estival** (France) : Je voudrais remercier le Représentant spécial Nicholas Haysom et le représentant de l'Autorité intergouvernementale pour le

développement de leurs interventions, et saluer la participation du Soudan du Sud à la présente séance.

J'insisterai pour ma part sur trois points. Les élections de 2024 fixent un horizon politique pour le Soudan du Sud et l'ampleur des défis d'ici là nécessite de mettre en œuvre sans délais l'intégralité de la feuille de route adoptée au mois d'août dernier. Je pense à l'allocation des ressources budgétaires nécessaires, à la définition du cadre législatif et constitutionnel, et à la mise en place des institutions, à commencer par la Commission électorale nationale et le Conseil des partis politiques.

Je salue le lancement du processus d'élaboration de la future constitution du Soudan du Sud. Il est également indispensable de créer les conditions propices à la participation de la société civile pour assurer la crédibilité du scrutin. La Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) est mandatée par ailleurs pour appuyer le Soudan du Sud pour préparer ces élections, et je salue le rôle des acteurs de la région, dont la coopération avec les Nations Unies est déterminante.

La MINUSS est aujourd'hui la principale force pour la protection des populations et nous sommes vivement préoccupés par la dégradation de la situation sécuritaire et humanitaire. Trop souvent, l'intervention des Casques bleus est nécessaire pour mettre un terme à des violences qui sont alimentées par les rivalités politiques nationales. Les affrontements dans l'État du Haut-Nil sont particulièrement alarmants. Face aux inondations, c'est encore la MINUSS qui protège les populations d'une catastrophe humanitaire à Bentiu.

Ce constat impose de regarder la réalité en face. La protection des civils restera le cœur du mandat de la MINUSS tant que les forces de sécurité sud-soudanaises ne rempliront pas ce rôle et qu'elles n'auront pas gagné la confiance des populations. Nous sommes encouragés, à cet égard, par la décision de déployer les forces nécessaires unifiées dans le Haut-Nil et le Ouarrap. Il est urgent de poursuivre l'intégration des combattants, et d'équiper, de rémunérer et de déployer ces forces sur la base de missions claires. Les efforts en cours doivent aussi être accélérés pour circonscrire les attributions des forces de sécurité et pour réduire leurs effectifs.

Nous entendons les appels du Soudan du Sud à davantage de renforcement de capacités. Aider les autorités à remplir leurs prérogatives de manière autonome est incontournable, bien sûr, dans la perspective de la transition de la MINUSS. De nombreuses tâches qui sont remplies par la MINUSS aujourd'hui, et par l'équipe de pays des Nations Unies, appuient d'ores et déjà ce processus.



Un engagement accru de la MINUSS nécessite la démonstration de la volonté politique des autorités, à Djouba comme au niveau local. Plusieurs progrès ont été accomplis depuis un an sur les mesures définies dans la résolution 2567 (2021). Je pense à l'intégration des combattants, à l'accord sur le commandement unifié, et à la réduction des restrictions de mouvement de la MINUSS, qui doit se poursuivre. Le redéploiement de ces forces est la prochaine étape majeure qui peut avancer d'ici le renouvellement du mandat. Tout appui des Nations Unies sera en tout état de cause conditionné aux progrès en matière de réforme du secteur de la sécurité et au respect des droits de l'homme.

**M<sup>me</sup> Dautllari** (Albanie) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Nicholas Haysom, de son exposé. Nous soutenons le travail essentiel de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS). Je remercie également l'Ambassadeur du Gabon de son exposé et le général Gituai des nouvelles informations qu'il nous a communiquées. Je salue en outre la participation du Représentant permanent du Soudan du Sud à la séance d'aujourd'hui. Je voudrais axer mes observations sur trois questions clefs.

Premièrement, suite à l'adoption de la feuille de route, les parties prenantes sud-soudanaises ont désormais la possibilité de faire de véritables progrès dans la préparation du pays aux élections de 2024. Toutefois, pour être plus efficace, la feuille de route doit être mise en œuvre de manière inclusive, en impliquant la société civile et en respectant le calendrier convenu. Nous nous félicitons par ailleurs de la mobilisation de la Commission de consolidation de la paix au Soudan du Sud.

Comme le Secrétaire général l'a souligné dans son rapport (S/2022/918), nous constatons avec inquiétude que certains objectifs de référence n'ont pas été atteints dans les délais, notamment la reconstitution du Conseil des partis politiques et de la Commission électorale nationale, ce qui risque de pousser les dirigeants vers un retour au statu quo. Il convient par ailleurs de mettre l'accent sur la réalisation des réformes nécessaires dans le secteur de la sécurité. Nous nous félicitons de l'achèvement de la formation des forces unifiées nécessaires. Toutefois, il faut désormais élaborer un plan clair pour leur déploiement afin qu'elles contribuent à renforcer les interventions sécuritaires au Soudan du Sud. Nous saluons le projet de loi relatif à l'élaboration de la Constitution adopté en octobre et espérons qu'il constituera un cadre juridique propice à la rédaction d'une constitution permanente.

Deuxièmement, l'Albanie condamne les violences persistantes dans l'État du Haut-Nil et dans le nord de l'État de Jongleï. Nous appelons à cesser immédiatement les hostilités afin d'éviter de nouvelles pertes en vies humaines. Nous félicitons la MINUSS de son action et d'assurer la protection physique des personnes cherchant refuge sur le site de protection des civils de Malakal, d'autant plus que cela exerce une pression supplémentaire sur ses capacités déjà très sollicitées. Toutefois, nous rappelons qu'il incombe au premier chef au Gouvernement sud-soudanais de protéger les civils, et nous l'exhortons à prendre des mesures pour faire face à la situation.

Les violations des droits humains, et notamment les violences sexuelles et fondées sur le genre, ont continué à s'aggraver et sont même utilisées comme arme de guerre par toutes les parties prenantes. L'Albanie condamne fermement ces pratiques et exhorte les dirigeants sud-soudanais à enquêter sur tous les cas signalés et à veiller à ce que les auteurs de ces actes en répondent, y compris les responsables accusés d'avoir supervisé des viols collectifs systématiques. Nous nous associons également à d'autres membres du Conseil pour demander instamment au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2206 (2015) concernant le Soudan du Sud de faciliter la présentation d'un exposé de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, comme le prévoit la résolution 2633 (2022).

Troisièmement, nous constatons avec préoccupation que la situation humanitaire s'est sensiblement aggravée en raison de la flambée de violence, de l'insécurité alimentaire et des chocs climatiques. Le Soudan du Sud reste un des endroits les plus dangereux pour les acteurs humanitaires. Nous demandons instamment au Gouvernement et aux autorités locales de garantir un accès humanitaire complet et sans entrave, de protéger les travailleurs humanitaires et de supprimer les obstacles bureaucratiques afin que l'aide puisse atteindre ceux qui en ont besoin. Nous saluons les efforts de la MINUSS pour préserver l'accès humanitaire, ainsi que l'augmentation des patrouilles pour dissuader les violences.

Pour conclure, les deux prochaines années seront cruciales pour les dirigeants sud-soudanais, qui devront faire progresser les processus électoral et constitutionnel afin d'engager le pays sur la voie d'élections crédibles et démocratiques. Nous appelons les États voisins, les organisations régionales et la communauté internationale à continuer d'assurer le suivi de l'accord de paix et à veiller à ce que le Soudan du Sud mène à bien la réforme requise du secteur de la sécurité et adopte la législation nécessaire.

**M. Agyeman** (Ghana) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prononcer cette déclaration au nom des trois membres africains du Conseil de sécurité, à savoir le Gabon, le Kenya et le Ghana.

Nous remercions de leurs exposés le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Nicholas Haysom, le Représentant permanent du Gabon et Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2206 (2015) concernant le Soudan du Sud, S. E. M. Michel Biang, et le général de division Charles Tai Gituai, Président par intérim de la Commission mixte de suivi et d'évaluation reconstituée. Nous nous réjouissons également de la participation de notre frère, l'Ambassadeur Akuei Bona Malwal, Représentant permanent du Soudan du Sud, à la séance d'aujourd'hui.

Les trois membres africains du Conseil de sécurité ont toujours été solidaires du peuple sud-soudanais, dont la patience et la résilience ont été mises à l'épreuve par l'incertitude politique, le conflit et les difficultés économiques. Nous sommes pleinement conscients de sa pénible histoire et de ses efforts incessants pour surmonter les formidables défis sécuritaires, politiques et socioéconomiques auxquels il est confronté. Notre déclaration portera sur quatre points ; premièrement, l'application de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud ; deuxièmement, les dispositions transitoires de sécurité ; troisièmement, la situation humanitaire et économique ; et, quatrièmement, les activités de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS).

Les trois membres africains du Conseil se félicitent des progrès constants réalisés par les parties prenantes sud-soudanaises dans la mise en œuvre de l'Accord de paix revitalisé. Nous saluons les décisions de la Commission mixte de suivi et d'évaluation reconstituée et de l'Assemblée législative nationale provisoire reconstituée, qui ont approuvé la feuille de route de 24 mois pour une fin pacifique et démocratique de la période de transition. Le consensus obtenu entre les parties à l'Accord sur une répartition équitable des postes à la direction des 17 commissions nationales et l'adoption du projet de loi 2022 relatif à l'élaboration de la Constitution méritent également d'être salués.

Nous appelons les parties prenantes sud-soudanaises et le Gouvernement à consacrer le capital politique et les ressources nécessaires pour accélérer la mise en œuvre de toutes les tâches en suspens dans les délais convenus. Nous demandons instamment que le processus de mise en œuvre continue à être pleinement

représentatif de l'ensemble de la population sud-soudanaise, y compris de toutes les régions du pays et de toutes les affiliations politiques, ainsi que des femmes, des jeunes et de la société civile.

Les trois membres africains du Conseil de sécurité se félicitent des décisions prises à la quarante-huitième session ordinaire du Conseil des ministres de l'IGAD, qui s'est tenue à Khartoum le 30 novembre, d'entreprendre une visite ministérielle conjointe au Soudan du Sud et de tenir une réunion ministérielle extraordinaire semestrielle de l'IGAD afin d'examiner les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Accord de paix revitalisé. Cet engagement politique de haut niveau de la région est opportun et essentiel pour soutenir les parties et les amener à s'acquitter de leurs engagements. Les trois membres africains du Conseil de sécurité renouvellent l'appel lancé aux amis du Soudan du Sud et aux partenaires internationaux pour qu'ils fournissent une aide financière aux deux mécanismes de suivi de la paix soutenus par l'IGAD, à savoir la Commission mixte de suivi et d'évaluation reconstituée et le Mécanisme de vérification et de surveillance du cessez-le-feu et du suivi de l'application des dispositions transitoires de sécurité, afin de leur permettre de continuer à jour leur rôle essentiel de supervision du processus de mise en œuvre.

En ce qui concerne les dispositions transitoires de sécurité, les trois membres africains du Conseil de sécurité se félicitent de l'achèvement de la formation des forces unifiées nécessaires dans diverses régions du pays, conformément à l'une des principales dispositions de l'Accord de paix revitalisé. En attendant le déploiement des forces, nous soulignons que l'achèvement de la formation ne doit pas être une fin en soi mais marquer le début des réformes globales du secteur de la sécurité envisagées dans le pays. À cet égard, nous saluons la promulgation par le Parlement de la loi 2022 relative au Service national de protection des espèces sauvages et du projet de loi portant modification de la loi sur la Police nationale sud-soudanaise 2022. Nous espérons que l'examen en cours des projets de loi encadrant le secteur de la sécurité sera mené à terme rapidement. La poursuite de la formation et de l'équipement des forces de sécurité sud-soudanaises permettra au Gouvernement de lutter efficacement contre les tendances inquiétantes et les conflits locaux récurrents dans certaines régions du pays, notamment dans les États du Haut-Nil, de Jonglei, de Ouarrap et de l'Unité. Toutefois, l'embargo sur les armes imposé au Soudan du Sud, en particulier en ce qui concerne l'aide à la formation et les programmes de renforcement des capacités, ainsi que les articles et

le matériel non létaux, constitue un obstacle de taille. Nous renouvelons l'appel lancé au Conseil de sécurité afin qu'il lève ces sanctions contre-productives.

Le système de justice pénale est un outil utile pour lutter contre les violences intercommunautaires au niveau local, les razzias de bétail et les affrontements aux frontières, mais il ne peut être une mesure suffisante. Au niveau local, il est important de mener des activités de consolidation de la paix réactives et de promouvoir la paix, le dialogue et la réconciliation intercommunautaires pour répondre aux griefs existants. Nous exhortons donc les parties à accélérer la mise en œuvre des activités de réconciliation nationale et d'apaisement décrites dans l'Accord de paix revitalisé.

J'en viens maintenant à la situation humanitaire et économique, qui reste très préoccupante. Nous nous félicitons de la signature du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour la période 2023-2025, qui vise à aider le Gouvernement sud-soudanais à concrétiser son ambition d'une transition de l'aide humanitaire à un développement économique durable. Si les trois membres africains du Conseil de sécurité se félicitent qu'une aide humanitaire internationale continue d'être fournie au Soudan du Sud, le moment est venu de se concentrer davantage sur l'aide aux initiatives de développement afin de s'attaquer aux causes profondes des conflits et de l'insécurité. Nous exhortons le Gouvernement sud-soudanais à mettre en œuvre de toute urgence les réformes de la gestion économique et financière prévues au chapitre IV de l'Accord de paix revitalisé. Nous déplorons, et de fait condamnons, tous les actes de violence visant les travailleurs et les installations humanitaires. Nous engageons instamment le Gouvernement sud-soudanais à prendre les mesures nécessaires afin de protéger les travailleurs humanitaires et de faciliter un accès humanitaire sans entrave à toutes les régions du pays.

Sur le quatrième et dernier point, les trois membres africains du Conseil de sécurité félicitent la MINUSS et les pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police de leur engagement continu en faveur de la cause de la paix au Soudan du Sud dans l'exécution des quatre tâches qui relèvent actuellement du mandat. Il incombe au Conseil de sécurité de faire en sorte que la Mission soit à la hauteur des attentes du peuple sud-soudanais en tant qu'opération de paix multidimensionnelle. Nous estimons que la MINUSS devrait jouer un rôle plus important s'agissant de faciliter la mise en œuvre du chapitre II de l'Accord de paix revitalisé. Nous espérons que cet objectif sera atteint à l'occasion du prochain renouvellement du mandat en mars.

Pour terminer, le Gabon, le Ghana et le Kenya réaffirment leur engagement à continuer d'accompagner le peuple et le Gouvernement sud-soudanais dans leur quête d'une paix, d'une stabilité et d'un développement durables.

**M. Sun Zhiqiang** (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Haysom, l'Ambassadeur Biang et l'Ambassadeur Gituai de leurs exposés. Je salue la présence du Représentant permanent du Soudan du Sud à la présente séance.

L'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud est crucial pour permettre au Soudan du Sud d'établir un cadre de gouvernance national et de parvenir à la paix et au développement. Les signataires de l'Accord revitalisé ont convenu d'une feuille de route pour prolonger la période de transition, offrant ainsi une nouvelle occasion au Soudan du Sud de mettre pleinement en œuvre l'accord de paix et d'achever la transition. La Chine salue les progrès enregistrés au cours des trois derniers mois dans l'élaboration de la constitution et la restructuration des institutions clefs et encourage tous les acteurs sud-soudanais à privilégier les intérêts du peuple et du pays, à poursuivre leur dialogue politique et à continuer de promouvoir la mise en œuvre de l'Accord revitalisé conformément aux paramètres définis dans la feuille de route.

L'appui de la communauté internationale est indispensable au processus de paix au Soudan du Sud. À la demande du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, l'ONU, l'Union africaine et l'Autorité intergouvernementale pour le développement, ainsi que la Commission mixte de suivi et d'évaluation reconstituée, ont créé un groupe de travail technique trilatéral sur la rédaction d'une constitution définitive et l'appui électoral. Cette initiative aidera le Soudan du Sud à mettre en œuvre les principales dispositions de l'Accord revitalisé. Dans le même temps, la Commission mixte de suivi et d'évaluation reconstituée et le Mécanisme de vérification et de surveillance du cessez-le-feu et du suivi de l'application des dispositions transitoires de sécurité doivent recevoir un financement adéquat et durable. Après le retrait d'un donateur majeur, la Chine a rapidement versé sa contribution annuelle au Mécanisme. Nous continuerons de fournir un appui aux organes de contrôle compétents dans la limite de nos capacités.

Compte tenu de la récente escalade de la violence dans les États du Haut-Nil et de Jonglei et des attaques des milices contre les camps de personnes déplacées, la situation en matière de sécurité est préoccupante. La

Chine exhorte toutes les milices à cesser immédiatement les violences, à arrêter de prendre les civils pour cible et à s'abstenir de militariser les grands cours d'eau. Nous nous félicitons que les dirigeants sud-soudanais aient publié une déclaration appelant au règlement du conflit et au déploiement des forces de défense nationales dans les régions concernées. Nous encourageons le Gouvernement à continuer de prendre des mesures pour apaiser les tensions et promouvoir la réconciliation nationale. Nous saluons par ailleurs les efforts que déploie la MINUSS pour stabiliser la situation et protéger les civils. Afin d'améliorer les conditions de sécurité au Soudan du Sud, il est essentiel de renforcer les capacités du Gouvernement en matière de sécurité. Depuis septembre, plusieurs promotions des forces unifiées nécessaires ont achevé leur formation, une réussite qui mérite d'être reconnue et saluée. Cependant, nous devons également garder à l'esprit que le Soudan du Sud reste confronté à des difficultés économiques en ce qui concerne l'équipement et le déploiement des unités des forces unifiées nécessaires dont la formation est terminée. Il en va de même de la mise en œuvre des programmes de désarmement, démobilisation et réintégration et de la réforme du secteur de la sécurité. Le pays continue d'avoir besoin de l'appui financier et technique de la communauté internationale.

Il convient de souligner que les sanctions imposées par le Conseil de sécurité au Soudan du Sud sont déjà dépassées par les événements. Certaines sanctions n'ont pas l'effet escompté et, au contraire, limitent la capacité du Soudan du Sud de renforcer la sécurité. Comme nous l'avons entendu dans la déclaration faite au nom des trois membres africains du Conseil de sécurité, le Conseil doit écouter attentivement l'appel du Soudan du Sud à la levée des sanctions et y répondre positivement en temps voulu.

Le Soudan du Sud est actuellement aux prises avec une crise humanitaire de plus en plus grave, les deux tiers de sa population étant confrontés à l'insécurité alimentaire et neuf États sur 10 étant touchés par de fortes pluies et des inondations. En outre, le Ministère de la santé a déclaré une épidémie de rougeole. La communauté internationale doit augmenter l'aide humanitaire et économique en faveur du Soudan du Sud. La Chine s'est félicitée de la signature du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour la période 2023-2025 entre les Nations Unies et le Gouvernement sud-soudanais, qui contribuera selon nous à apporter des solutions intégrées et globales aux problèmes du Soudan du Sud grâce aux initiatives de développement.

**M<sup>me</sup> Alhefeiti** (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord à remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Haysom, et le général Gituai de leurs exposés sur les dernières évolutions survenues sur les plans politique, humanitaire et de la sécurité au Soudan du Sud, une situation que mon pays suit également de près. Je remercie aussi le Gabon d'avoir rendu compte au Conseil des travaux du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2206 (2015) concernant le Soudan du Sud, et je salue la participation du représentant du Soudan du Sud à la présente séance.

La séance d'aujourd'hui a lieu alors que le Soudan du Sud connaît une recrudescence des tensions et des affrontements intercommunautaires, notamment dans l'État du Haut-Nil. Nous exprimons notre vive préoccupation face à la poursuite des actes de violence, y compris les viols, les crimes, les enlèvements et les meurtres de civils, qui ont contraint des milliers de civils à fuir leurs foyers, à risquer leur vie et à se heurter à des difficultés supplémentaires.

À la lumière de ces incidents, il est urgent d'intensifier les efforts et d'apaiser les tensions, ainsi que de s'attaquer à leurs causes profondes, notamment en favorisant le dialogue et la coexistence pacifique entre les communautés.

Compte tenu des progrès réalisés en vue de l'achèvement de la formation des forces unifiées nécessaires, nous attendons avec intérêt les prochaines étapes concernant leur déploiement, et nous insistons sur l'importance de tirer parti de ces efforts. Il s'agit notamment de mettre en œuvre les réformes nécessaires en matière de sécurité afin de relever les défis urgents auxquels le pays est confronté dans ce domaine. Nous soulignons combien il est important de garantir la participation pleine, égale et véritable des femmes, à mesure que progresse la mise en œuvre de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud.

La prochaine phase nécessite également de redoubler d'efforts pour accélérer l'exécution des tâches énumérées dans le calendrier de la feuille de route. Pour permettre à l'Accord revitalisé d'aboutir à une paix et une croissance économique durables, il est indispensable d'endiguer les violences intercommunautaires, de concrétiser les dispositions relatives à la sécurité et de mettre en œuvre les autres réformes économiques et politiques nécessaires. Dans ce contexte, nous reconnaissons en outre qu'il importe que le Soudan du Sud s'appuie sur les récentes réalisations, telles que l'adoption du projet de loi relatif à l'élaboration de la Constitution et les autres avancées dans ce domaine, tout en continuant à consolider sa



coopération avec les organisations régionales et internationales afin de mettre en place les mécanismes qui permettront d'atteindre les objectifs visés.

Dans leur déclaration, les trois membres africains du Conseil de sécurité se sont félicités de la décision de l'Autorité intergouvernementale pour le développement d'effectuer une visite ministérielle conjointe au Soudan du Sud et de tenir des réunions ministérielles semestrielles pour faire le point sur la mise en œuvre de l'Accord revitalisé, et nous convenons qu'une telle mobilisation politique de haut niveau de la part de la région est à la fois indispensable et opportune pour appuyer le pays dans les efforts qu'il déploie pour mettre en œuvre l'Accord.

Il est nécessaire de continuer d'étudier les moyens de remédier à l'aggravation de la situation humanitaire dans le pays, notamment au vu des niveaux élevés de faim et d'insécurité alimentaire, dans la mesure où deux tiers de la population du pays seront confrontés à une situation de faim aiguë l'année prochaine, ce qui est très préoccupant. Nous estimons que l'initiative de démilitarisation du Nil proposée par la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) jouera un rôle extrêmement important pour améliorer ces conditions en instaurant un couloir humanitaire qui facilitera le transport de marchandises et la fourniture de services vitaux tout au long de l'année. Nous soulignons qu'il importe que les personnes dans le besoin puissent bénéficier d'un accès sans entrave à cette aide. Nous espérons également que le succès de cette initiative contribuera à garantir la protection des travailleurs humanitaires, d'autant que huit d'entre eux ont été tués cette année dans les attaques déplorables dont ils ont été la cible et que les Émirats arabes unis condamnent fermement.

Dans un tout autre domaine, il convient d'attacher une importance particulière aux répercussions des changements climatiques, qui sont singulièrement manifestes au Soudan du Sud, car elles contribuent à exacerber l'insécurité alimentaire et à aggraver les conditions de sécurité dans le pays. Des solutions adéquates et durables doivent être mises au point pour faire face à ces répercussions afin de promouvoir la stabilité et d'améliorer la situation humanitaire dans le pays. À cet égard, nous soulignons qu'il est essentiel de renforcer la résilience des communautés et qu'il importe que les opérations humanitaires utilisent des énergies renouvelables, une pratique qui profite aux communautés locales et est susceptible d'atténuer les effets à long terme des changements climatiques.

Pour terminer, je salue le travail accompli par la MINUSS dans des conditions difficiles et éprouvantes, et je remercie le Représentant spécial de ses efforts inlassables.

**M<sup>me</sup> Juul** (Norvège) (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Haysom, de son exposé et du travail acharné que lui et son équipe accomplissent dans un contexte de plus en plus difficile. Nous remercions également le général Gituai de son exposé et nous nous félicitons de la mise à jour fournie par le Représentant permanent du Gabon. Nous saluons par ailleurs la participation du Représentant permanent du Soudan du Sud à la présente séance.

Comme d'autres, nous sommes vivement préoccupés par l'escalade de la violence dans le Haut-Nil et les régions environnantes, notamment dans la ville de Kodok et alentour. Je tiens à souligner que le Gouvernement a la responsabilité de protéger les civils dans tout le Soudan du Sud. Il ne peut choisir de détourner le regard. Il est essentiel que les interventions armées des autorités nationales et des États soient destinées à protéger les civils, y compris les enfants, et à prévenir toute nouvelle violence. Nous appelons tous les acteurs armés à cesser immédiatement les violences. Les autorités de transition sud-soudanaises, ainsi que les acteurs politiques et les dirigeants communautaires de Jonglei et du Haut-Nil, portent la responsabilité de ces violences et de leur cessation. Nous exhortons les autorités de transition sud-soudanaises à agir dès maintenant. Le Gouvernement doit permettre au Mécanisme de vérification et de surveillance du cessez-le-feu et du suivi de l'application des dispositions transitoires de sécurité d'enquêter sur le conflit et faire en sorte que ceux qui continuent de commettre des violations et d'y inciter rendent compte de leurs actes.

Nous saluons les efforts déployés par la communauté humanitaire et la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) pour faire face aux violences dans le Haut-Nil, y compris dans les sites de protection des civils à Malakal. La question fondamentale est cependant de savoir si la situation actuelle est tenable, surtout au vu des ressources et des capacités limitées de la MINUSS dans certaines régions de l'État et de l'absence d'interventions adéquates et prévisibles de la part du Gouvernement pour protéger les civils.

À la dernière séance consacrée à cette question (voir S/PV.9134), la Norvège a appuyé l'engagement du Gouvernement en faveur d'une feuille de route pour la mise en œuvre de l'accord de paix. Trois mois plus tard, les parties ont déjà pris du retard par rapport à leurs propres échéances, s'agissant notamment de la tâche cruciale que constitue le déploiement des forces unifiées. Les progrès sont également limités en ce qui concerne d'autres engagements, tels que la lutte contre la corruption et

l'ouverture de l'espace civique. Les dirigeants du Soudan du Sud doivent obtenir les résultats qu'ils ont promis, en respectant le calendrier prévu par la feuille de route et en y consacrant des ressources suffisantes.

Enfin, comme il s'agit de la dernière séance consacrée au Soudan du Sud à laquelle je participe dans le cadre de notre mandat actuel au Conseil, je souhaiterais conclure ma déclaration par la réflexion suivante. Nous avons évoqué à de nombreuses reprises les avantages qui découlent d'une intervention rapide et d'une diplomatie préventive s'agissant de sauver des vies et de réduire les souffrances humaines. L'un des principaux obstacles à une intervention rapide du Conseil a été l'absence d'une compréhension commune de la situation. Depuis qu'il a obtenu son indépendance il y a 11 ans, le Soudan du Sud est pris au piège d'un cycle de promesses non tenues suivies d'un conflit armé. Ce cycle se poursuit aujourd'hui. Sans un véritable engagement du Gouvernement, le risque de voir s'effondrer le cessez-le-feu et l'accord de paix est bien réel. La région a joué un rôle déterminant dans l'Accord de paix global de 2005, ainsi que dans les accords ultérieurs de 2015 et de 2018. Et, en leur qualité de garants de l'accord de paix, l'Union africaine, l'Autorité intergouvernementale pour le développement et les partenaires de développement régionaux et internationaux, dont mon propre pays, doivent prendre conscience que le Soudan du Sud est à nouveau au bord de la catastrophe. Nous devons utiliser tous les outils à notre disposition pour l'empêcher de sombrer. Le peuple sud-soudanais a suffisamment souffert.

**M. McSwiney** (Irlande) (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Haysom, de son exposé instructif, et je salue les efforts inlassables qu'il déploie, avec son équipe, pour soutenir la population sud-soudanaise. Je remercie également le général Gitiui de son exposé sur les travaux de la Commission mixte de suivi et d'évaluation reconstituée. Je tiens par ailleurs à remercier l'Ambassadeur Biang de l'exposé qu'il a présenté en sa qualité de Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2206 (2015) concernant le Soudan du Sud. Ce régime de sanctions continue de jouer un rôle important dans la prévention du conflit et la promotion de la paix au Soudan du Sud. Je salue également la présence du Représentant permanent du Soudan du Sud à la séance d'aujourd'hui.

La mise en œuvre de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud et la réalisation de progrès dans le processus de transition sont essentielles à la consolidation de la paix au Soudan du Sud. L'adoption de projets de loi cruciaux au cours des derniers mois, tels que le projet de loi relatif

à l'élaboration de la Constitution et le projet de loi relatif au budget de l'État, constitue une évolution positive. Cependant, nous restons préoccupés par le fait que la prorogation du processus de transition est devenue inévitable, tant en raison du manque de préparation que de l'absence de volonté politique. Il faut progresser. La population du Soudan du Sud ne peut pas attendre plus longtemps les dividendes de la paix promis de longue date. Les élections doivent se tenir comme prévu, d'ici au 20 décembre 2024, et les délais stricts fixés dans le calendrier de la feuille de route doivent être respectés.

Il est regrettable que les premiers jalons aient déjà été manqués. Nous demandons au Gouvernement sud-soudanais d'entamer de toute urgence la mise en œuvre de la feuille de route. La liberté de parole, de réunion et d'expression sera d'une importance capitale pour garantir des élections libres, régulières et crédibles. Nous restons profondément préoccupés par la restriction de l'espace civique dans le pays, et exhortons le Gouvernement à y remédier de toute urgence. Le processus de mise en œuvre de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud doit être véritablement inclusif, avec une participation significative des femmes, des jeunes et de la société civile.

La fin de la formation des forces unifiées nécessaires est une avancée à saluer, mais il faut trouver un accord sur la manière dont elles seront intégrées dans le secteur général de la sécurité, sous la direction d'autorités civiles. Nous jugeons préoccupantes les informations faisant état de l'absence de formation de certains membres de la force, et nous encourageons une formation continue, notamment sur les droits humains et les violences sexuelles liées aux conflits. La diminution globale de 60 % de faits violents contre des civils entre juin et septembre est à saluer. Nous espérons que cette tendance perdurera. Mais les niveaux actuels de violence infranationale, notamment dans le Haut-Nil, demeurent préoccupants. Cela inclut des cas odieux de violence sexuelle et fondée sur le genre. Nous appelons de nouveau à la mise en œuvre urgente du communiqué conjoint du Gouvernement sud-soudanais et de l'Organisation des Nations Unies sur la lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits, publié en 2014, afin de protéger les femmes et les filles, d'amener les auteurs à répondre de leurs actes et de garantir des services aux survivants.

La première visite ministérielle irlandaise au Soudan du Sud, effectuée au début du mois de septembre, a permis de confirmer les effets du conflit et des changements climatiques sur les individus et les communautés.

Une quatrième année marquée par des inondations dues aux changements climatiques a eu des conséquences directes sur plus d'un million de personnes. Conjuguée à l'insécurité, cela aggrave davantage la détérioration de la situation humanitaire et incite les personnes vulnérables à se déplacer plusieurs fois.

Les dangers auxquels sont exposés les travailleurs humanitaires exacerbent également la situation. Il est déplorable que neuf travailleurs humanitaires aient été tués depuis le début de l'année, soit près du double du nombre de travailleurs tués en 2021. Nous demandons au Gouvernement sud-soudanais de créer un environnement plus sûr pour les travailleurs humanitaires et de traduire en justice les auteurs de ces attaques.

La réalité choquante est que les deux tiers de la population sud-soudanaise risquent de se retrouver en situation d'insécurité alimentaire aiguë entre avril et juillet de l'année prochaine, soit près de huit millions de personnes qui s'efforcent de survivre. Cela devrait non seulement nous faire réfléchir, mais aussi nous pousser à rechercher une meilleure situation pour le peuple sud-soudanais. Nous ne pouvons pas nous résigner à accepter que la violence et l'insécurité sont tellement profondes qu'on ne peut y mettre un terme. La feuille de route de la Commission mixte de suivi et d'évaluation reconstituée prévoit un plan pour garantir un avenir plus pacifique et plus prospère au Soudan du Sud. Ce qu'il nous faut désormais, c'est la volonté politique d'atteindre cet objectif.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de l'Inde.

Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Nicholas Haysom, et le général Charles Tai Gituai, Président par intérim de la Commission mixte de suivi et d'évaluation reconstituée, de leurs mises à jour concernant les activités de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS). Je remercie également le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2206 (2015), l'Ambassadeur Michel Xavier Biang, de son exposé. Je salue la présence du représentant du Soudan du Sud à la présente séance.

Le Soudan du Sud a accompli des progrès notables au cours de la période considérée. Le mois dernier, les parties à l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud ont convenu d'une feuille de route pour proroger la période de transition jusqu'en février 2025. La Commission mixte de suivi et d'évaluation reconstituée a également adopté cette feuille de route. L'Assemblée législative nationale

provisoire a adopté des lois importantes, notamment le projet de loi sur l'élaboration de la Constitution. De plus, les parties ont trouvé un accord sur la répartition des postes à la direction des commissions nationales.

La première promotion des forces unifiées nécessaires a terminé sa formation, et son plan de déploiement devrait bientôt être établi. Les efforts visant à faire participer les groupes non-signataires au processus de Sant'Egidio se sont poursuivis. Le Comité national chargé des amendements constitutionnels a achevé son examen de la Loi électorale nationale. Nous estimons que ces avancées sont importantes et rassurantes. La collaboration de l'Union africaine et de l'Autorité intergouvernementale pour le développement avec les parties a été un facteur important de ces progrès.

Nous espérons que les progrès seront davantage consolidés dans les mois à venir, grâce à la mise en œuvre inclusive et large de l'Accord revitalisé. La reconstitution du Conseil des partis politiques, de la Commission d'examen de la Constitution, de la Commission de rédaction de la Constitution et de la Commission électorale nationale doit être considérée comme une priorité. Les autorités doivent allouer des ressources financières pour la mise en œuvre efficace et en temps voulu des critères de la feuille de route, ainsi que la préparation des élections.

La persistance de faits violents, qui se traduisent par des meurtres et des déplacements massifs de civils, reste un sujet de préoccupation. À cet égard, le déploiement des forces unifiées nécessaires doit être accéléré, afin de garantir la sécurité et de contribuer à l'harmonie entre les communautés.

La situation humanitaire demeure préoccupante. La communauté internationale, notamment l'ONU, doit redoubler d'efforts pour apporter son appui au Gouvernement. Les obstacles à l'acheminement de l'aide humanitaire doivent être levés. Et la violence contre les travailleurs humanitaires doit cesser immédiatement.

L'Inde est l'un des principaux pays fournisseurs de contingents à la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud depuis sa création. À l'heure actuelle, près de 2 300 soldats servent dans le pays. Outre son mandat principal, à savoir la protection des civils et la fourniture de services médicaux, le contingent indien contribue également au développement durable et au bien-être de la population sud-soudanaise. Au fil des ans, les Casques bleus indiens sont allés au-delà de l'appel du devoir en entreprenant diverses activités sociales à cet égard. Il m'est agréable d'indiquer que l'ONU a toujours reconnu la contribution exceptionnelle des soldats de la paix indiens au sein de la MINUSS.

Enfin, l'Inde entretient des relations de longue date avec le peuple sud-soudanais. L'Inde a été le premier pays asiatique à ouvrir un consulat à Djouba, en 2007. Elle a fourni une aide humanitaire au pays sous forme de céréales alimentaires et de médicaments, pendant et avant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Nos programmes de formation au renforcement des capacités sont vivement appréciés par le Gouvernement sud-soudanais. Nous continuerons de soutenir le Soudan du Sud et son peuple sur la voie d'une paix durable et d'un avenir prospère.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole au représentant du Soudan du Sud.

**M. Malwal** (Soudan du Sud) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je vous félicite, Monsieur le Président, de l'accession de votre pays à la présidence pour ce mois. Ma délégation est prête à coopérer avec vous et votre équipe. Dans le même ordre d'idées, je voudrais sincèrement vous remercier, vous et votre délégation, pour le soutien que vous avez apporté à mon pays pendant les deux années où vous avez siégé au Conseil de sécurité. Nous serons à jamais redevables à votre pays.

Ma délégation tient à saluer la présence des trois intervenants d'aujourd'hui et à les remercier : le Représentant spécial Haysom, le général Charles Tai Gituai et mon collègue, l'Ambassadeur Michel Xavier Biang.

Ma délégation prend note du rapport trimestriel du Secrétaire général (S/2022/918), soumis au Conseil de sécurité en application de la résolution 2625 (2022), qui fait le point sur les événements survenus au cours des 90 jours écoulés depuis le 1<sup>er</sup> septembre.

Les parties sud-soudanaises à l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud sont déterminées à le mettre en œuvre, malgré les difficultés auxquelles elles se heurtent en raison de sa complexité. La prorogation de 24 mois de la période de transition a commencé à porter ses fruits, avec l'achèvement de la formation des forces unifiées nécessaires. Elles sont prêtes à être déployées en temps voulu. La tâche n'a pas été aisée, notamment en raison des attermoissements de la communauté internationale au moment de la mise en œuvre de l'Accord.

Le Soudan du Sud connaît une paix relative dans la majeure partie de son territoire, surtout depuis la formation de gouvernements dans les États qui ont été touchés par le conflit infranational, comme les États des Lacs,

de Ouarrap et de l'Équatoria-Occidental. Néanmoins, la région du Haut Nil est toujours en proie à l'insécurité, causée principalement par les acteurs non étatiques des factions Kit-Gwang dirigées par Simon Gatwech et Johnson Olony. Cela entraîne de nombreux déplacements de population, des pertes en vies humaines et la destruction de biens. Dans le discours de clôture qu'il a prononcé la semaine dernière lors du Forum des gouverneurs, S. E. le Président Salva Kiir Mayardit a appelé à la paix dans le Haut-Nil et promis que le Gouvernement resterait saisi de cette question.

L'embargo sur les armes, que le Conseil a injustement imposé à mon pays, a entravé les efforts déployés par le Gouvernement pour s'acquitter efficacement de sa responsabilité de protéger le pays contre les agressions extérieures et intérieures. Les conflits communautaires auxquels nous assistons sont le fait des jeunes bien armés. Il faut dès lors que les forces gouvernementales soient mieux armées pour pouvoir les désarmer. Sur le plan extérieur, le Soudan du Sud se trouve dans une région instable sur les plans politique et militaire, qui compte des pays déchirés par des conflits ouverts, des États fragiles et des États sortant d'un conflit. Par conséquent, directement ou indirectement, l'embargo sur les armes compromet la sécurité de notre pays.

L'un des principaux défis auxquels le pays est confronté concerne la situation humanitaire, due à la fois aux phénomènes naturels et aux conflits. Les répercussions des phénomènes naturels constituent toutefois une menace existentielle, comme le montre bien le rapport du Secrétaire général. La situation est désastreuse, et nous voudrions joindre notre voix à l'appel lancé par le Secrétaire général à la communauté internationale pour qu'elle nous vienne en aide en honorant ses engagements. La République du Soudan du Sud, quant à elle, a fait don de 10 millions de dollars pour atténuer les effets des inondations. Bien que les changements climatiques aient tendance à être politisés, nous, qui subissons les ravages et les dégâts qu'ils provoquent, considérons qu'il s'agit d'une réalité à laquelle il faut faire face en utilisant tous les outils dont nous disposons collectivement.

Dernier point, mais non le moindre, je tiens à rendre hommage aux pays fournisseurs de contingents. Leurs efforts ne sont pas vains, et le Soudan du Sud leur sait gré de leur engagement et de leur contribution à la paix et à l'humanité.

Dans le même temps, je voudrais inviter le Conseil à se pencher sur la question des actes d'exploitation sexuelle perpétrés par certains acteurs humanitaires



contre les personnes déplacées au Soudan du Sud. Des informations récentes font état de problèmes liés à l'exploitation sexuelle dans les sites de protection de civils de Malakal et de Wau. Ce sont des actes déplorables, surtout lorsqu'ils sont commis par les acteurs chargés de protéger et de défendre les personnes qu'ils servent au moment où elles sont le plus vulnérables. Nous demandons que le droit soit appliqué en toute égalité.

Pour terminer, permettez-moi, Monsieur le Président, de vous exprimer une nouvelle fois notre sincère reconnaissance, ainsi qu'à votre délégation et à votre pays, pour vos démonstrations d'amitié, envers ma délégation et moi-même. Nous vous souhaitons plein

succès dans vos activités futures. Le Soudan du Sud remercie les autres membres du Conseil dont le mandat prend fin ce mois-ci de leur aide et des relations de travail que nous avons nouées. Maintenons les relations étroites que nous avons tissées pendant notre mandat au Conseil.

Joyeuses fêtes et Joyeux Noël.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Il n'y a pas d'autre orateur ou oratrice inscrit sur la liste. Je vais maintenant lever la séance afin que le Conseil puisse poursuivre l'examen de la question dans le cadre de consultations à huis clos.

*La séance est levée à 16 h 45.*